

# SOMALIE : ATTAQUE CONTRE DES JOURNALISTES

« Ce sont les journalistes qui disent au monde entier ce qui se passe à Mogadiscio. C'est pour cela que tous veulent nous faire taire. J'ai pensé que je mourrai en faisant ce boulot mais, même quand j'ai peur, je ne peux pas rester silencieux, parce que si je ne raconte pas ce qui se passe, personne ne protégera les civils. Nous sommes leurs seuls porte-parole. »

Journaliste de Mogadiscio

Pour un journaliste, la Somalie est un des endroits les plus dangereux au monde. Dans ce pays déchiré par le conflit, les journalistes ont été délibérément pris pour cibles. Au moins neuf d'entre eux ont été tués depuis février 2007, un plus grand nombre ont été menacés, arrêtés et harcelés. Plus de 50 d'entre eux ont été contraints de quitter le pays. Des radios et d'autres médias ont été fermés à plusieurs reprises.

Cette vague d'attaques contre les journalistes et les médias est plus qu'une conséquence de la violence qui secoue en Somalie. Elle témoigne plutôt de la mise en place d'une campagne organisée visant à limiter les activités des journalistes indépendants.

Jamais, les journalistes en Somalie n'ont connu pire situation depuis 1991, lorsque le gouvernement répressif de Siad Barre a été renversé, ce qui a entraîné la désintégration de l'État. Le conflit qui se poursuit entre le gouvernement fédéral de transition, soutenu par l'Éthiopie, et des insurgés organisés sur une base clanique dont beaucoup sont liés au Conseil des tribunaux islamiques, a entraîné une insécurité généralisée et de graves restrictions à la liberté d'expression.



Des Somaliens assistent à Mogadiscio aux funérailles de Bashir Nur Gedi, directeur par intérim de Radio Shabelle. Il a été abattu à son domicile à Mogadiscio, le 19 octobre 2007, par des hommes armés non identifiés.

Les journalistes somaliens font face à des attaques ciblées qui remettent en cause le droit à la vie et à la sécurité de leur personne ainsi que le droit à ne pas être soumis à une détention arbitraire. Les attaques contre les journalistes et les médias, notamment au cours de ces six derniers mois, semblent faire partie d'une véritable campagne menée par toutes les parties au conflit, afin de restreindre la liberté d'expression en Somalie.

Cela marque un changement inquiétant. En 2005 et 2006, de nouveaux médias – journaux, radios, télévisions et sites Internet – ont vu le jour et l'inféodation de ces organes à certains clans ou seigneurs de la guerre avait tendance à diminuer. La liberté d'expression s'était développée grâce, par exemple, à des émissions de libre parole au cours desquelles les Somaliens pouvaient publiquement exprimer leurs opinions, leurs craintes et leurs aspirations.

Les entretiens menés récemment par Amnesty International avec plus de 50 journalistes somaliens indiquent une augmentation sensible des intimidations et des persécutions de journalistes en raison de leurs activités, au cours du dernier trimestre 2007 et en 2008.

Le présent document décrit les attaques

### UNE NOUVELLE LOI RELATIVE AUX MÉDIAS

**Le Parlement fédéral de transition a adopté, en décembre 2007, une nouvelle loi relative aux médias. Ce texte contient certaines dispositions restrictives mais, en instaurant des mécanismes cadrant les plaintes déposées par les autorités, il peut réduire le nombre d'attaques contre les journalistes. Il fait obligation aux médias d'être enregistrés et exige que les journalistes fassent la promotion de l'islam, de la justice, de la démocratie, de la culture et de l'État unitaire somaliens. Ce texte prévoit l'établissement d'un Conseil de régulation des médias composé en majorité de membres élus parmi les médias privés. Il contient également un engagement à respecter la liberté d'expression.**

Ce rapport traite essentiellement de la situation dans le sud et le centre du pays et dans le Puntland, un État semi-autonome faisant partie de la Somalie. Des journalistes travaillant dans le Somaliland, une région qui a déclaré son indépendance en 1991 et s'est séparée de la Somalie sans être reconnue sur le plan international, ont également été arrêtés et ont été jugés dans le cadre de procès inéquitables.

et les menaces auxquelles les journalistes doivent faire face en Somalie. Amnesty International lance un appel urgent à toutes les parties au conflit en Somalie afin que celles-ci soutiennent et respectent les droits des journalistes ainsi que la liberté d'expression.

## HOMICIDES ET AGRESSIONS

Des milliers de civils somaliens ont été tués depuis la reprise du conflit à Mogadiscio et dans d'autres régions du sud et du centre du pays en mars et avril 2007. Beaucoup ont été tués pendant des bombardements aveugles de quartiers civils et lors d'attaques lancées par des insurgés à partir de secteurs à forte densité de population. Parmi ces morts figurent un nombre important de victimes d'exécutions extrajudiciaires commises par les parties au conflit.

Neuf journalistes somaliens font partie des personnes tuées depuis le début de l'année 2007. D'après leurs collègues, au moins cinq d'entre eux ont été ciblés en raison de leurs reportages publiés dans la presse écrite ou audiovisuelle.

Parmi les journalistes tués en 2007 lors d'attaques ciblées figurent :

- Bashir Nur Gedi, directeur par intérim de Radio Shabelle, abattu à son domicile à Mogadiscio, le 19 octobre 2007, par des hommes armés non identifiés.

- Mahad Ahmed Elmi, de la Radio Capital Voice, abattu à Mogadiscio, le 11 août 2007, par deux hommes armés non identifiés.

- Ali Iman Sharmarke, directeur du Réseau médias Hornafrik, tué lors d'un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, le 11 août 2007. Les autorités ont annoncé que deux jeunes gens avaient été arrêtés, en relation avec cette mort, mais sans préciser quelle en sera la suite judiciaire.

- Mohammed Abdullahi Khalif, de la Radio Voix de la paix, tué le 5 mai 2007, à Galkayo dans le Puntland, par des soldats du gouvernement régional du Puntland.

- Ali Mohammed Omar, de la Radio Warsan, tué, le 16 février 2007, à Baidoa, par trois hommes armés non identifiés alors qu'il rentrait du travail.

D'autres journalistes somaliens ont été tués durant le conflit, y compris :

- Hassan Kafi Hared, âgé de trente-six ans, membre du syndicat national des journalistes somaliens (NUSOJ), correspondant de l'agence de presse gouvernementale *Somali National News Agency* (SONNA) et du site *gedonet*, a été tué par l'explosion d'une bombe posée en bordure d'une route, le 28 janvier 2008, à Kismayu. Cette bombe a également tué trois membres de l'organisation humanitaire, Médecins Sans Frontières (MSF), voyageant à bord d'un véhicule MSF qui était manifestement la cible de cet attentat.

- Abdulkadir Mahad Moallin surnommé (« Kaskay »), de Radio Banadir, tué le 24 août 2007, près du village d'El-Ilan, lorsque des bandits ont attaqué un autobus dans lequel il voyageait de Mogadiscio à la région de Gedo. Un autre passager a été blessé dans l'attaque.

- Abshir Ali Gabre et Ahmed Hassan Mahad, de Radio Jowhar, tous les deux tués, le 16 mai 2007, après avoir été détenus par des milices non identifiées alors qu'ils se rendaient au district de Adele, dans la région du Puntland, en compagnie du gouverneur de la Moyenne Shabelle. Six des gardes du corps du gouverneur sont morts au cours de cette attaque.

À l'exception de l'attentat à la voiture piégée qui a visé Ali Iman Sharmarke (voir ci-dessus), aucune mesure n'a été prise afin d'enquêter sur ces homicides ou de traduire en justice les auteurs présumés de ces actes.

Certains journalistes visés ont survécu à des attentats :

■ Jafar Mohamed Kukay, directeur par intérim de Shabelle Media Network, a été la cible d'un attentat le 24 septembre 2007. L'arme de son agresseur s'est enrayée, ce qui lui a sauvé la vie.

■ Abdikheyr Mohamed Jama, présentateur à la Radio Galkayo, a été touché par balle à la bouche et gravement blessé lorsqu'il a été attaqué par quatre hommes armés, à Puntland, le 10 janvier 2008.

Beaucoup de journalistes ont raconté à Amnesty International qu'ils avaient vécu des situations périlleuses où ils ont réellement craint pour leur vie. Certains ont été la cible des forces armées du gouvernement de transition au cours de l'attaque lancée, le 18 octobre 2007, contre la Radio Shabelle (voir encadré). D'autres ont craint d'être capturés et tués par des soldats éthiopiens au cours d'un raid lancé, le 2 novembre 2007, contre le siège de HornAfrîk (voir encadré). Ces deux événements ont fait suite à une attaque lancée non loin des sièges de ces médias par des insurgés contre le gouvernement de transition et les troupes éthiopiennes.

Un certain nombre de journalistes ont également indiqué à Amnesty International qu'ils vivaient parfois durant des semaines dans leur bureau ou qu'ils étaient entrés en clandestinité, après avoir appris que des hommes armés ne portant pas d'uniformes étaient postés devant leur maison, ou étaient venus à leur domicile pour demander où ils se trouvaient.

## MENACES DE MORT

Les journalistes qui ont fui Mogadiscio ont raconté à Amnesty International qu'ils recevaient régulièrement des menaces de mort, notamment lorsqu'ils couvraient le conflit. Les journalistes menacés étaient généralement appelés sur leur téléphone portable, le numéro de l'appelant étant masqué.

Ces menaces provenaient le plus souvent de personnes qui se sont elles-mêmes identifiées comme des membres de l'Agence nationale de sécurité (ANS) dépendant du gouvernement de transition. Ces personnes exigeaient de savoir pourquoi ces journalistes avaient couvert tel événement ou telle opération militaire en particulier et ils les avertissaient qu'ils risquaient de « disparaître » ou d'être arrêtés si ces informations demeuraient affichées sur leurs sites Internet. Deux journalistes ont affirmé avoir été menacés par des représentants diplomatiques éthiopiens à Mogadiscio.

Amnesty International a également recueilli des témoignages faisant état de menaces répétées proférées par des groupes armés combattant le gouvernement de transition et les troupes éthiopiennes. Un journaliste a dit :

*« J'ai écrit dans un article que deux insurgés avaient été tués. On m'a appelé sur mon téléphone portable et mon interlocuteur a dit : 'Pourquoi avez-vous écrit cela' J'ai répondu : 'C'est la vérité, je dois l'écrire'. Il a dit, 'Vous serez sur la liste des personnes que nous allons tuer'. »*

Beaucoup de journalistes n'ont pas pu déterminer la source de certaines des menaces qu'ils ont reçues. D'autres ne tenaient pas à donner des renseignements parce qu'ils craignaient encore des représailles, même s'ils se trouvaient hors du pays. Étant donné la réalité des assassinats ciblés de journalistes, ces menaces doivent être prises très au sérieux.

Amnesty International estime que les menaces contre des journalistes font partie d'une campagne organisée visant à contrôler et à manipuler les informations

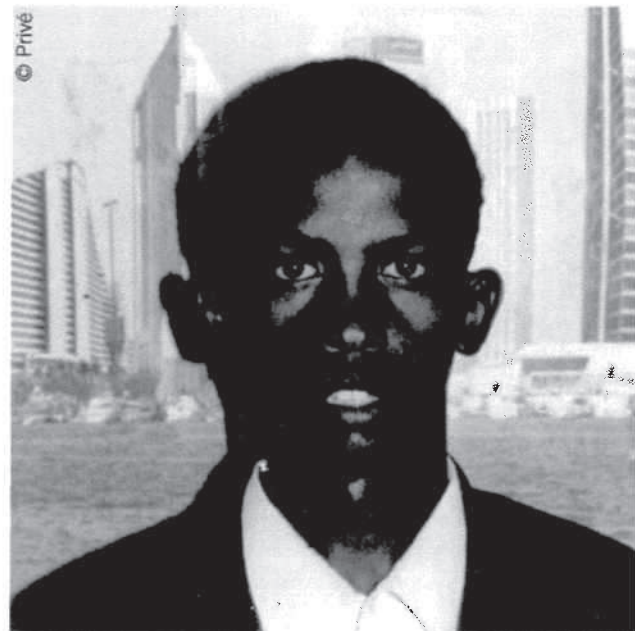
**Abdukkadir Mahad Moallin surnommé (« Kaskey »), de Radio Banadir, tué le 24 août 2007, près du village d'El-Ilan, lorsque des bandits ont attaqué un autobus dans lequel il voyageait de Mogadiscio à la région de Gedo.**

## ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

Certaines mesures prises en janvier 2008 par l'administration du nouveau premier ministre du gouvernement de transition, Nur Hassan Hussein, semblent indiquer un dégel dans les relations entre les journalistes et le gouvernement de transition et offrent un certain espoir pour l'avenir. Ces mesures comprennent la nomination, comme vice-premier ministre et Ministre de l'Information, d'Ahmed Abdisalam Adan, propriétaire de HornAfrîk, un des principaux médias privés qui avait été la cible de la répression menée par le gouvernement de transition.

Le 21 janvier 2008, journée mondiale de la liberté de la presse, le Premier ministre s'est engagé à mettre fin à la répression des journalistes somaliens, en déclarant que « il n'y aura plus d'atteintes à la liberté de la presse ».

Il est trop tôt pour dire si cet engagement ainsi que la nouvelle loi relative aux médias (voir page 2) vont modifier le comportement des forces de sécurité du gouvernement de transition. Celles-ci avaient continué à procéder à des arrestations arbitraires de journalistes dans les semaines précédant ces propos. De plus, les attaques mortelles visant les journalistes n'ont pas cessé depuis.





Abshir Ali Gabre, journaliste de Radio Jowhar tué, le 16 mai 2007, après avoir été détenu par des milices non identifiées alors qu'il se rendait au district de Adele, dans la région du Puntland, en compagnie du gouverneur de la Moyenne Shabelle.

relatives au conflit, ce qui constitue une violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui garantit la liberté d'expression et à laquelle la Somalie est partie. La Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples a statué que les dispositions de la Charte africaine, y compris l'Article 9 qui garantit la liberté d'expression, sont applicables même en cas de conflit armé.

## ATTAQUE CONTRE LE SIÈGE DE HORNAFRIK PAR DES TROUPES ÉTHIOPiennes

Le 2 novembre 2007, des troupes éthiopiennes se trouvaient en opération près du siège de HornAfrik à Mogadiscio lorsqu'une grenade a été lancée dans leur direction. Un échange de tirs a opposé durant trois heures des insurgés aux forces éthiopiennes. Trois soldats éthiopiens ont été tués et les autres se sont retirés. Les habitants du quartier ont traîné les cadavres de ces trois soldats hors de la chaussée et ils les ont cachés. Un journaliste de Hornafrik a raconté à Amnesty International :

*« Les soldats éthiopiens sont alors revenus, ils étaient au moins 200. Ils sont entrés dans les maisons et ont procédé à des fouilles. Ils ont arrêté de nombreuses personnes qui se trouvaient chez elles, y compris le gardien de Hornafrik.*

*Les soldats éthiopiens ont pénétré dans le siège de la radio et tous les journalistes se sont alors réfugiés dans le studio ou dans l'autre partie du bâtiment, là où les Éthiopiens redoutaient d'aller. C'étaient de nouvelles troupes éthiopiennes et les soldats avaient peur parce que, souvent, lorsque des troupes éthiopiennes pénètrent dans une maison, il se produit une explosion.*

*Plus tard nous avons constaté qu'ils avaient emmené sept à huit personnes se trouvant dans des maisons voisines et ils ont rendu trois cadavres, dont celui du gardien de HornAfrik qui avait la gorge tranchée. Il y avait, à l'époque, des négociations et ils ont récupéré les corps de leurs trois camarades tués en échange des cadavres des trois personnes qu'ils avaient tuées, dont celui du gardien.*

*Après cette journée, je suis revenu dans ma famille mais, moi et tous les journalistes, nous n'avons pas pu retourner au siège de la radio et nous avons alors commencé à quitter Mogadiscio. Quand nous avons vu que l'un d'entre nous avait été égorgé par les troupes éthiopiennes, nous avons eu peur qu'ils fassent la même chose avec nous ».*

Un autre journaliste présent sur les lieux a dit à Amnesty International :

*« Il semble que [le gardien] ait été tué chez lui, tué comme on tue une chèvre, car il y avait beaucoup de sang. C'est alors que nous avons décidé de quitter Mogadiscio. »*

## ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS

Un certain nombre de journalistes ont dit à Amnesty International qu'ils avaient été détenus par les forces du gouvernement de transition et par des militaires éthiopiens, généralement après avoir couvert des événements relatifs au conflit ou interviewé des opposants au gouvernement. Des journalistes ont également été arrêtés à la suite d'attaques menées contre les troupes éthiopiennes ou les forces du gouvernement de transition, non loin des sièges de ces médias. La durée des détentions varie entre une à deux heures et 11 jours et aucun de ces journalistes n'a été formellement inculpé ni traduit en justice.

Un journaliste de Média Shabelle a dit qu'après avoir été identifié comme

journaliste, il avait été arrêté par des troupes éthiopiennes près de Beletweyn et transféré clandestinement en Éthiopie, où il a été détenu au secret, dans une caserne militaire, près d'un village au nord-est de la ville de Dessie pendant six jours. Il a ensuite été libéré sans inculpation. Il a pu revenir en Somalie, mais a fui, quelques temps après, au Kenya, après avoir reçu de nouvelles menaces de mort.

D'autres journalistes ont été arrêtés, à plusieurs reprises, par des forces du gouvernement de transition. Le Syndicat national des journalistes de Somalie (NUSOJ) a enregistré 53 arrestations de journalistes en 2007, dans le sud et le centre du pays et dans le Puntland. Beaucoup parmi les journalistes détenus par les forces du gouvernement de transition ont identifié leurs ravisseurs comme des membres de l'Agence

nationale de sécurité (ANS) dirigée par le Général Mohamed Aden, surnommé Général « Darwish ». Amnesty International considère que ces détentions sont arbitraires et constituent une violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples parce qu'elles ne sont pas motivées par la publication d'informations interdites par la loi et que ces journalistes ne sont ni inculpés ni traduits en justice.

## FERMETURE DE MÉDIAS

Les forces du gouvernement de transition ont, à plusieurs reprises, fermé des médias, notamment des radios basées à Mogadiscio, souvent à la suite d'informations qui critiquaient le gouvernement de transition ou de la publication d'entretiens avec des opposants aux forces du gouvernement de transition ou des troupes éthiopiennes. Ces médias ont généralement été fermés durant quelques jours. Vers la fin de 2007, la durée de fermeture de ces médias s'est allongée. Radio Shabelle et Radio Simba ont été fermées du 12 novembre au 4 décembre 2007 sur ordre du Gouverneur de la Région de Banadir et du maire de Mogadiscio, Mohamed Omar Habib, surnommé « Mohamed Dheere ».

Les forces qui ont principalement participé à la fermeture de ces médias à Mogadiscio sont l'ANS et la police du gouvernement de transition dépendant du maire de Mogadiscio. Ces fermetures constituent une agression contre les médias indépendants et représentent une restriction injustifiée de la liberté de la presse et de la liberté d'expression.

Beaucoup de journalistes ont indiqué à Amnesty International que la fermeture répétée des radios les avait contraints au chômage et les empêchait d'exposer la situation dans la ville.

## ORDONNANCES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Des responsables du gouvernement de transition ont publié des directives limitant la liberté des médias. Le 28 mars 2007, le Ministre de l'Information du gouvernement régional de Puntland, Abdirahman Mohamed Bankah, a interdit aux médias toute activité journalistique qui n'avait pas obtenu au préalable l'approbation du Ministère.

Le 26 novembre 2007, le Gouverneur de la région de Banadir a imposé de nouvelles restrictions aux médias privés, ce qui a entraîné la fermeture de la quasi-totalité de tous ces organes. Selon la presse somalienne, ce ministre a dit lors d'une réunion avec des journalistes :

*« Les médias ne peuvent pas rendre compte des opérations militaires des forces du gouvernement de transition ou des troupes éthiopiennes à moins qu'ils ne reçoivent les documents écrits leur permettant de diffuser ces informations. Il est interdit d'interviewer des opposants du gouvernement se trouvant dans le pays ou à l'étranger et tout journaliste [qui] diffuse ou toute radio [qui] rapporte les opinions des opposants sera considéré comme criminel(le). Il est aussi interdit de diffuser des informations relatives au déplacement des civils à moins que les journalistes ne puissent baser leurs informations sur les éléments de preuve fournis par des statistiques réelles [c'est-à-dire officielles]. »*

Ces restrictions ont été levées, le 4 décembre 2007, à la suite des très nombreuses protestations émises par les organisations des journalistes, d'autres



Le corps d'un journaliste somalien, Ali Iman Sharmarke, directeur du Réseau médias Hornafrik, tué lors d'un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, le 11 août 2007.

© Privé



**Ahmed Hassan Mahad, journaliste de Radio Jowhar tué, le 16 mai 2007, après avoir été détenu par des milices non identifiées alors qu'il se rendait au district de Adele, dans la région du Puntland, en compagnie du gouverneur de la Moyenne Shabelle.**

ONG et les agences de l'ONU travaillant en Somalie.

## AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ

L'Agence nationale de sécurité (ANS) du gouvernement de transition a été, à plusieurs reprises, reconnue par des journalistes somaliens comme responsable du harcèlement et de l'arrestation de journalistes. Des membres de l'ANS ont attaqué des domiciles de journalistes et ont fermé des médias qui avaient publié des informations considérées comme contraires aux intérêts du gouvernement de transition.

*« Quelques soldats du gouvernement de transition sous les ordres de 'Askar', le commandant adjoint de l'ANS, sont venus chez moi. Ils m'ont dit que des gens du gouvernement de transition me cherchaient. J'ai quitté mon domicile.*

*Durant deux mois, je suis resté dans la clandestinité. J'ai éteint mon téléphone portable. Puis, j'ai fui le pays. »*

Ce témoignage ressemble à beaucoup d'autres : « Je recevais constamment des appels téléphoniques provenant d'un numéro inconnu, un homme qui disait : 'Je suis membre du service de la sécurité nationale et je m'appelle Abdi. Vous avez écrit cet éditorial et vous devez le retirer du site Internet ou bien vous serez responsable de ce qui va vous arriver.' J'ai répondu : 'J'ai écrit ce texte mais je n'ai pas évoqué une question touchant à la sécurité nationale, j'ai parlé d'un problème politique'. Il a répondu : 'Bien, vous devez vous attendre à ce qui va arriver'. »

Les membres de l'ANS ont également arrêté un certain nombre de journalistes. Le 15 octobre 2007, 19 personnes travaillant pour la Radio Shabelle ont été arrêtées par les forces de l'ANS et emmenées au Palais présidentiel, où elles ont été brièvement détenues et interrogées individuellement par un policier de haut rang du gouvernement de transition.

D'autres journalistes ont indiqué à Amnesty International que, lors de leur détention ou pendant leur interrogatoire, les membres de l'ANS discutaient ouvertement avec leurs collègues sur le fait de savoir s'ils devaient les tuer.

Un journaliste, qui a été détenu pendant 11 jours en avril 2007 après avoir publié une information sur le désamorçage d'une mine terrestre par des éléments du gouvernement de transition, a raconté :

*« J'ai dit que j'étais un des journalistes de HornAfrîk, que je faisais mon travail en rendant compte de cette opération et j'ai montré ma carte. Le commandant adjoint de l'ANS, Askar, m'a dit, 'Nous haïssons HornAfrîk plus que tout'.*

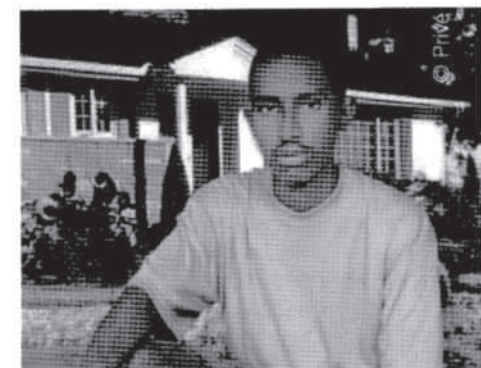
*Quand ils m'ont capturé, près de l'aéroport, ils m'ont frappé à coups de poings et de crosses pour me punir. Ils ne m'ont posé aucune question. Ils*

*m'ont pris et ont discuté entre eux pour savoir s'il fallait me tuer ou m'arrêter. Certains ont dit : 'Cela va nous causer un problème de le prendre, de l'arrêter et le garder, c'est facile pour nous de le tuer, c'est mieux'. D'autres disaient qu'il valait mieux m'arrêter. Certains d'entre eux connaissaient un peu les médias et l'humanité et ils savaient qu'un assassinat pouvait avoir des conséquences, que cela pouvait entraîner un acte de vengeance ou qu'on dirait alors qu'ils tuaient des journalistes. »*

Ce journaliste a précisé à Amnesty International que ses ravisseurs avaient d'abord demandé à sa famille de payer 8 000 dollars USD (environ 5 200 euros) pour obtenir sa libération mais finalement le journaliste a été libéré sans avoir versé d'argent après que des agences de presse internationales eurent signalé sa détention.

## IMPOSER LE SILENCE

Amnesty International considère que la campagne d'attaques délibérées contre les journalistes et les médias découle d'une volonté de maintenir à l'abri des regards les violations du droit humanitaire et des droits humains commises par toutes les parties au conflit. D'autres personnes qui auraient pu dénoncer ces exactions ont également été réduites au silence.



**Ali Mohamed Omar, journaliste de la Radio Warsan, tué le 16 février 2007 à Baidoa.**

Depuis la reprise du conflit en mars / avril 2007, des organisations locales de défense des droits humains indépendantes qui menaient des actions à Mogadiscio ont été, pour beaucoup d'entre elles, bâillonnées. Un grand nombre de défenseurs des droits humains ont été forcés de fuir ou d'entrer dans la clandestinité, après avoir reçu des menaces réitérées ou avoir été la cible d'attaques provenant manifestement de toutes les parties au conflit. Des informations indiquent qu'en octobre 2007, le Maire de Mogadiscio a ordonné au *Elman Peace and Human Rights Organization* de fermer ses bureaux et le président de cette ONG a été contraint d'entrer dans la clandestinité.

Des agences humanitaires internationales ont également été confrontées à une hostilité croissante de la part de certains dirigeants du gouvernement de transition. Ce dernier ainsi que les groupes armés ont également imposé, à plusieurs reprises, des restrictions à la livraison d'aide humanitaire. Selon des informations reçues par Amnesty International, les agences humanitaires sont forcées de s'abstenir de dénoncer publiquement les atteintes aux droits humains dont elles sont témoins afin de pouvoir continuer à fournir une aide humanitaire d'urgence.

Si les organisations de défense des droits humains et les médias internationaux ont pu dénoncer publiquement certaines violations du droit international humanitaire et des droits humains, la majorité de ces exactions n'ont pas été recensées ni rendues publiques.

La fermeture de médias et les restrictions imposées aux journalistes indépendants en Somalie réduisent leur capacité à rendre compte des actions menées par le gouvernement de transition et les forces éthiopiennes ainsi que par les divers groupes d'opposition armés. Ces restrictions empêchent

Carte de la Somalie

## ATTAQUE CONTRE RADIO SHABELLE PAR LES FORCES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Le 18 octobre 2007, des troupes du gouvernement de transition ont attaqué le siège de la radio Shabelle à Mogadiscio. Ils ont tiré à l'arme automatique durant plus de cinq heures sur les fenêtres du deuxième et du troisième étages de l'immeuble, piégeant ainsi plusieurs journalistes qui se trouvaient à l'intérieur et blessant un gardien chargé de la sécurité.

Cette agression a fait suite à une attaque à la grenade lancée contre les forces du gouvernement de transition par des insurgés non loin du siège de la radio Shabelle. Amnesty International a, cependant, recueilli de nombreuses informations indiquant que l'agression contre cet organe de presse n'était pas une réaction immédiate à cette attaque de grenade mais ferait partie d'une campagne de contre-attaques arbitraires et disproportionnées régulièrement menées par les forces du gouvernement de transition.

Quelques journalistes qui se trouvaient au siège de Radio Shabelle ont dit à Amnesty International qu'ils se voyaient déjà morts et qu'ils avaient appelé leurs familles pour leur dire adieu.

*« Nous nous sommes couchés sous les tables. Ils utilisaient une mitrailleuse montée sur un véhicule. Les balles entraient, brisant toutes les fenêtres. Heureusement, je n'ai pas été blessé. Ils ont tiré pendant des heures. Nous avons appelé le syndicat national des journalistes somaliens ainsi que des organisations internationales et nous leur avons dit qu'on nous tirait dessus et que notre siège était attaqué. Finalement nous avons pu fuir un par un par une porte arrière. Les troupes se sont alors installées dans nos bureaux et nous n'avons pu reprendre notre travail que le 1<sup>er</sup> novembre. »*



© Amnesty International

également les journalistes de rapporter le nombre croissant d'activités criminelles menées par des bandits armés. Cela renforce davantage encore l'impunité qui existait déjà, de manière endémique, à Mogadiscio et dans tout le sud et le centre du pays.

### IL FAUT PROTÉGER LES JOURNALISTES SOMALIENS

Il est fondamental pour la défense des droits humains que les journalistes en Somalie puissent couvrir le conflit. En publiant des informations sur les droits humains, ils favorisent la sensibilisation aux normes des droits fondamentaux que les autorités gouvernementales ont l'obligation de respecter et de protéger. Les journalistes informent également la population des violations des droits humains que le gouvernement de transition et les autorités éthiopiennes sont tenus de faire cesser et d'empêcher.

Amnesty International appelle les autorités en Somalie à respecter et à protéger la liberté d'expression et à mettre un terme aux attaques systématiques visant les journalistes.

Amnesty International  
International Secretariat, Peter Benenson House  
1 Easton Street, London WC1X 0DW  
United Kingdom  
www.amnesty.org

AI Index: AFR 52/001/2008  
mars 2008

### RECOMMANDATIONS

#### RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE TRANSITION :

- Respecter l'engagement pris par le premier ministre du gouvernement de transition, Nur Hassan Hussein, de mettre un terme à la répression des journalistes somaliens.
- Mettre un terme aux arrestations arbitraires de journalistes.
- Mettre fin à toute pratique portant atteinte à la liberté d'expression, y compris la fermeture de médias.
- Veiller à ce que des enquêtes efficaces et impartiales soient menées, dans les meilleurs délais, sur les homicides et menaces de violence visant des journalistes, et traduire en justice les responsables de ces actes en respectant les normes internationales d'équité et sans recourir à la peine de mort.
- Donner des instructions aux forces de sécurité du gouvernement de transition afin que celles-ci respectent la liberté d'expression et s'abstiennent de faire des déclarations ou de mener des actions menaçant des journalistes.

#### RECOMMANDATIONS AUX FORCES ÉTHIopiENNES EN SOMALIE :

- Mettre un terme aux arrestations arbitraires de journalistes.
- Ne pas lancer d'attaques contre les sièges des médias.
- Donner des instructions aux militaires éthiopiens afin que ceux-ci respectent la liberté d'expression et ne fassent pas de déclarations ni ne mènent des actions menaçant des journalistes.

#### RECOMMANDATIONS À TOUS LES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS :

- Ne pas lancer d'attaques contre les journalistes.
- Ne pas intimider ou menacer des journalistes.
- Respecter le droit à la liberté d'expression.

#### RECOMMANDATIONS À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE :

- Veiller à ce que les individus et les organisations qui ont commis des atteintes aux droits humains, comme l'Agence de Sécurité nationale, soient exclus de tout soutien et de toute formation financés par la communauté internationale.
- Utiliser tous les moyens diplomatiques disponibles afin d'appeler toutes les parties au conflit à protéger les journalistes somaliens et à soutenir la liberté d'expression en Somalie.
- Fournir un soutien aux initiatives menées par l'ONU et par les ONG internationales et locales visant à protéger les journalistes en Somalie et assurer une formation et un soutien afin de renforcer l'indépendance et le professionnalisme des journalistes somaliens.
- Offrir un refuge sûr aux journalistes somaliens qui sont contraints de fuir la Somalie et de ne pas les renvoyer de force en Somalie.

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2 200 000 personnes, réparties dans plus de 150 pays et territoires, qui défendent les droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux. Nous faisons des recherches sur la situation des droits humains, nous les défendons et nous nous mobilisons pour mettre fin aux violations de ces droits. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion.

Notre action est en grande partie financée par les dons et les cotisations de nos membres.

AMNESTY  
INTERNATIONAL

